

disposés à accepter sans réserve le présumé bien-fondé des politiques bilingues du gouvernement.

Dans la deuxième catégorie, je crois que le gouvernement a essayé de faire figurer tous ceux qui, de quelque façon que ce soit, critiqueraient les méthodes d'instauration du bilinguisme ou y trouveraient à redire. Ce sont donc ceux qui sont contre l'unité nationale, les mauvais Canadiens parce que ce sont eux qui ont prétendument commis le crime horrible de ne pas vouloir accepter aveuglément la perfection divine de la façon du gouvernement d'instaurer le bilinguisme au pays.

Je crois cependant qu'il y a une troisième catégorie de gens au pays que le gouvernement actuel a commodément oubliée. C'est, à mon avis, de loin la catégorie la plus importante de Canadiens. Elle se compose de milliers et de milliers de gens d'un bout à l'autre du pays qui ne sont jamais opposés aux principes du bilinguisme, mais qui ont été choqués et complètement abasourdis par les méthodes employées par le gouvernement actuel pour instaurer son programme de bilinguisme. Ce troisième groupe comprend des Canadiens qui aiment trop leur pays pour permettre que le déchire un gouvernement qui s'est fait et qui se fait encore du capital politique avec le bilinguisme et l'unité nationale, un gouvernement qui préconise l'unité nationale onctueusement du bout des lèvres tout en faisant des gestes et en suivant des méthodes qui, bref, feront plus pour désunir notre pays que n'auraient espéré le faire même les séparatistes avoués. Et c'est avec regret que je constate que les motifs à l'origine de ce projet de résolution n'améliorent en rien la situation, mais je reviendrai à cet aspect un peu plus loin dans mes remarques.

Ce projet de résolution n'est pas une mesure législative. Ce n'est pas un amendement à la loi sur les langues officielles. C'est tout simplement un projet de résolution de la Chambre, qui, une fois adopté, pourrait mourir avec la législature actuelle. Bref, il n'ajoute rien à l'engagement Pearson. C'est un bon exemple de futilité. Pourquoi adopterions-nous une résolution qui n'a pas de validité légale?

● (2100)

Si le gouvernement était vraiment sincère, s'il ne se servait pas tant de cette question si importante et si grave comme d'un jouet politique, s'il voulait vraiment que ces garanties et assurances faites aux fonctionnaires aient une véritable signification, il aurait alors proposé, sans hésitation, que le contenu de cette résolution soit inséré dans la loi sur les langues officielles sous forme d'un amendement. Mais il ne l'a pas fait. Le chef de notre parti a donc dû le proposer.

Des voix: Bravo!

M. Cossitt: Nous avons assisté au refus du premier ministre (M. Trudeau) de proposer un amendement, lorsqu'il a répondu à une question soulevée par le député de Crowfoot (M. Horner) il y a quelques jours ou encore une ou deux semaines. Je pense que la réponse donnée par le premier ministre, à ce moment-là, montrait dans toute sa réalité, qu'elle était la résolution du gouvernement. C'est de l'opportunisme politique, c'est un truc malhonnête pour s'assurer un gain politique, c'est vouloir badiner avec l'unité du Canada à des fins politiques.

Des voix: Quelle honte!

M. Cossitt: A mon avis, ces agissements du gouvernement sont, pour le moins, méprisables. Pourtant, personne ne doit s'en étonner. Lorsque nous nous rappelons le débat sur le discours du trône au début de la présente session et

Langues officielles

certaines des remarques qu'a faites, à ce moment-là, le premier ministre, nous ne pouvons que conclure que l'on y donnait un aperçu du genre de mentalité qui a présidé à la rédaction de cette résolution. En fait, à ce moment-là, le premier ministre nous donnait, dans ses remarques désagréables, un avant-goût des mesures à venir et dont nous sommes maintenant saisis. En réalité, cette résolution n'a pas de valeur parce qu'elle n'est pas légalement valable et que sa durée serait très limitée si elle était adoptée. Nous devrions donc nous demander pourquoi la Chambre se livre à ce débat.

Le préambule de cette résolution réaffirme plus ou moins les principes de la loi sur les langues officielles. Est-il nécessaire d'affirmer de nouveau par une résolution une loi qui existe déjà? Quelle stupidité est-ce? Si le soleil brille sur la colline du Parlement, devrait-on réunir la Chambre afin de voter une résolution sur le fait que le soleil brille réellement? Faut-il que le Parlement étudie les pieuses réaffirmations périodiques de toutes les lois qu'il vote? Pourquoi n'avons-nous pas de résolutions réaffirmant l'importance de la sécurité de la vieillesse? Nous devrions certainement aller au plus vite et étudier sans délai une résolution affirmant notre croyance en la valeur et en l'importance des allocations familiales.

Que contient cette résolution outre ces réaffirmations pieuses? Elle est supposée établir certaines garanties pour les fonctionnaires. Mais nous pouvons nous demander: qu'est-ce qu'elle donne en fait? Qu'est-ce qu'elle signifie en réalité? Par exemple, le paragraphe (3) de la résolution déclare que la connaissance de l'anglais et du français est un des éléments d'appréciation dans la sélection des candidats pour les postes bilingues. Comment pourrait-il en être autrement? Affecterions-nous à un poste exigeant la connaissance de l'anglais et du français, une personne parlant arabe et afghan? La vérité je pense, est très triste. Cette résolution n'est pas du tout ce que le gouvernement voudrait nous faire croire qu'elle est. Elle est en réalité encore un autre exemple de la manière dont le gouvernement jongle avec la question du bilinguisme à des fins politiques.

A en juger par le ton de ses remarques sur ce sujet au cours des derniers mois, il est manifeste que le premier ministre et le gouvernement ne voulaient qu'une chose: présenter une motion sur le bilinguisme qui diviserait la Chambre, et donc en même temps une motion qui, selon leurs espoirs, leur permettraient de dire: «Regardez-nous, nous sommes partisans de l'unité nationale et les autres sont contre. Nous seuls pouvons sauver le Canada». Malheureusement, c'est que cette pensée déformée qui se cache derrière cette proposition pourrait finir par détruire le pays.

Le gouvernement voudrait faire avaler aux Canadiens le mythe absolu qu'il est seul capable de maintenir l'unité nationale. A mon avis, le gouvernement s'attendait à créer avec cette proposition un remous dans le pays, et, lorsque l'agitation battrait son plein, le premier ministre et ses associés, selon le scénario, interviendraient en preux chevaliers qui vont défendre le Canada contre ceux que l'on dépeint comme les antagonistes de l'unité simplement parce que nous nous opposons aux grossières erreurs que fait le gouvernement en tentant d'implanter le bilinguisme.